

Avec ses produits chinois et indiens, ABB mise sur l'Afrique

Daniel Eskenazi

Mine à Mogalakwena. ABB compte parmi ses clients les plus grands groupes miniers. A 250 kilomètres au nord de Johannesburg, Anglo Platinum broie de la pierre pour en extraire du platine. (ABB)



Le groupe électrotechnique veut profiter des investissements des groupes miniers. Il vise dans cette région une croissance deux fois plus élevée que le produit intérieur brut mondial

Publicité

Les liens

- [ABB, des équipements de broyage au réseau électrique de Namibie](#)
- [En Images. Les projets d'ABB en Afrique du Sud et en Namibie](#)

Publicité

«En Afrique subsaharienne, le chiffre d'affaires d'ABB progressera d'au moins 7% à 10% par an jusqu'en 2015, soit environ deux fois plus que l'évolution du produit intérieur brut mondial. En d'autres termes, nous devrions réaliser des ventes supérieures à 1,2 milliard de dollars [ndlr: 3,8% des ventes totales en 2010] dans quatre ans. Les moteurs de croissance seront les investissements dans les «smart grids» (gestion intelligente des réseaux électriques), les énergies renouvelables, le pétrole et le gaz, ainsi que ceux des groupes miniers», soulignait Carlos Poñe, chef d'ABB pour l'Afrique du Sud, lors d'un récent voyage de presse auquel Le Temps a été invité.

Pour ce dernier, l'Afrique a un énorme potentiel; selon les données du Fonds monétaire international, sur les dix économies qui connaîtront la plus forte croissance annuelle du produit intérieur brut entre 2011 et 2015 figurent sept pays africains. Après la Chine (9,5%) et l'Inde (8,2%), on retrouve l'Éthiopie (8,1%), le Mozambique (7,7%) et la Tanzanie (7,2%). «Les réserves minérales représentent 30% de celles au niveau mondial. Près de 600 millions de personnes n'ont toujours pas d'accès à l'électricité. Au niveau démographique, en 2040, la population africaine aura dépassé celle de la Chine ou de l'Inde», relève le dirigeant d'origine portugaise né au Mozambique.

A plus court terme, les investissements nécessaires pour moderniser, construire de nouvelles infrastructures de production, de transmission et de distribution d'électricité se chiffrent à 26,5 milliards de dollars jusqu'en 2015 en Afrique, selon les données de l'Agence internationale de l'énergie.

Dans ce contexte, le groupe suisse veut profiter de la demande chinoise en Afrique. Rien qu'entre 2005 et 2010, l'Empire du Milieu a investi 44 milliards de dollars sur le continent africain, en majorité dans des projets miniers, gaziers et pétroliers. «Depuis nos deux hubs dans le continent, soit l'Afrique du Sud et l'Égypte, nous voulons pénétrer jusqu'en 2015 dix pays africains stratégiques, comme l'Angola, le Sénégal et le Cameroun. Nous comptons étoffer nos forces de ventes avec 200 à 250 emplois supplémentaires. Plus de 10 millions de dollars seront investis dans ces pays. Notre objectif est de promouvoir la vente de produits et de systèmes d'automatisation et d'énergie que nous fabriquons en Inde et en Chine. Si la qualité des produits exportés en Afrique par des producteurs chinois locaux laisse à désirer, cela constitue une opportunité pour nous», affirme Carlos Poñe.

Publicité

Les liens

- [ABB, des équipements de broyage au réseau électrique de Namibie](#)
- [En Images. Les projets d'ABB en Afrique du Sud et en Namibie](#)

Publicité

De son côté, Peter Leupp, chef de la division Power Systems (équipements de contrôle et de distribution d'électricité), estime que les plus gros débouchés sont en Afrique du Sud, dans lesquels ABB est engagé pour moderniser les réseaux. «Dans les autres pays africains, il reste le potentiel pour améliorer la production d'électricité en limitant les pertes, voire en utilisant nos systèmes d'électronique de puissance qui permettent de transmettre davantage d'électricité sur un réseau existant», explique-t-il.

Pour l'instant, l'Afrique n'a pas les capacités d'être concurrentielle vis-à-vis de l'Inde et de la Chine, sauf pour les transformateurs de distribution fabriqués en Egypte, les commutateurs et les moteurs électriques à moyenne tension produits en Afrique du Sud, un pays où ABB a démarré ses activités en 1992, soit deux ans après la libération de Nelson Mandela. Depuis 2002, ABB Afrique du Sud, dont les effectifs atteignent 1 500 collaborateurs, est détenue à 20% par Whipold, une holding gérée par des femmes de couleur dans le cadre du programme national de transfert de propriété.

Malgré le potentiel que recèle le continent, les objectifs d'ABB en Afrique pourraient être revus à la baisse si la crise européenne se poursuit ou si l'instabilité politique règne dans certains pays ciblés. Avec 4 500 collaborateurs sur un total de 130 000, l'Afrique reste le continent dans lequel ABB est le moins représenté.

Face aux problèmes de corruption en Afrique, Carlos Poñe se veut intransigeant. «Notre politique en la matière passe par l'éducation de nos employés. Nous n'avons pas de tolérance vis-à-vis de la corruption et refusons des affaires si tel est le cas», affirme-t-il. Des cas avaient été décelés à l'interne en 2008. Les employés concernés ont été licenciés sur-le-champ.